

Table ronde

Suivie d'une présentation d'objets d'art
africain révélant l'omniprésence du sacré
dans l'agriculture africaine

Présentée par

Marc Bied-Charreton, Professeur émérite de l'Université de Versailles –
St-Quentin en Yvelines, consultant pour l'ONU, le MAE et l'AFD

Pascale Combes-Motel, Professeur d'économie, CERDI et
École d'Économie, Université d'Auvergne

Ariane Amin, chercheuse post-doctorante au CERDI

Eric Kéré, chercheur post-doctorant au CERDI

Animée par

Chloé Tankam, ACEAC

Fernand Koko, CCFD-Terre solidaire

Organisée par

La Ville de Clermont-Ferrand

L'ACEAC, la CADE, l'ABUC, l'ASBERA, CCFD-Terre Solidaire



© nationalgeographic

Ressources Naturelles et Souveraineté Alimentaire en Afrique au XXI^e siècle

Jeudi 2 avril 2015, 18h
Salle Georges - Conchon
Rue Léo - Lagrange
Clermont-Ferrand



© Ird, Guengant, Jean-Pierre

Résumé des interventions :

Marc Bied-Charreton Professeur émérite de l'Université de Versailles - Saint Quentin en Yvelines - Consultant pour l'ONU, le MAE et l'AFD.

Le continent africain va faire face à plusieurs défis : la population augmente et atteindra 1,5 milliards de personnes en 2025, les crises climatiques vont aggraver la situation des ressources naturelles ; les questions comme la sécurité foncière, la stabilité des prix agricoles, les pratiques de culture qui peuvent dégrader l'environnement se posent avec acuité.

Comment les agricultures africaines pourront-elles produire suffisamment d'aliments pour la population, procurer des revenus aux agriculteurs et restaurer les écosystèmes ? Des solutions sont envisagées ainsi que les problèmes à régler : qui va investir en agriculture, quels seront les rapports entre l'État et la société civile, que pouvons-nous faire à notre niveau en France.

Pascale Combes Motel, Professeur d'économie, CERDI & École d'Économie de l'Université d'Auvergne et **Eric Kéré**, Docteur ès Sciences économiques, chercheur postdoctoral au CERDI, présenteront les questions liées au défi énergétique du continent.

Comment le continent africain va-t-il pouvoir faire face à la demande future en énergie ? Sur quelles bases peut-on appuyer des systèmes de production durable d'énergie ? La production d'agro-carburants est-elle une solution d'avenir ? Seront examinées les questions de concurrence entre cette production et la production agricole et alimentaire, celles des impacts de ces cultures sur l'environnement (eau, matériel végétal, environnement, santé).

Ariane Amin, Docteur ès Sciences économiques, CERDI & École d'Économie de l'Université d'Auvergne, introduira la problématique de la biodiversité.

L'Afrique abrite le quart des « points chaud » de la biodiversité dans le monde, pour faire référence aux zones où une concentration exceptionnelle de biodiversité subit une grande menace liée à l'activité humaine.

La lutte contre la pauvreté, la dépendance des économies africaines aux secteurs primaires, la forte croissance démographique représentent autant de défis pour ces économies, que de menaces directes pour le maintien de la biodiversité et des services écosystémiques.

La question de la conservation de ce patrimoine mondial qu'est la « biodiversité africaine » se pose donc systématiquement en opposition aux problématiques du développement économique de ce continent.

Devrions-nous pour autant renoncer à la biodiversité en Afrique pour des motifs économiques et sociaux ? Y a-t-il des possibilités pour des approches intégrées « développement-conservation de la biodiversité » ? Quelles sont les contraintes et les enjeux de la conservation de la biodiversité pour les populations rurales locales en Afrique ? Quelles stratégies la communauté internationale peut-elle envisager ?

Un intervenant du CCFD-Terre Solidaire, première ONG française de Développement dont la mission est de promouvoir la solidarité internationale en France et dans les pays du sud, introduira la question des accaparements des terres.

Les accaparements de terres et de ressources s'observent sur tous les continents et se sont considérablement accrus ces dernières années en atteignant des niveaux inquiétants spécialement en Afrique (Afrique de l'Est, Madagascar, zones irriguées comme le delta central du Niger au Mali). Aujourd'hui, relever le défi alimentaire – nourrir 9 milliards d'humains en 2050 – se confronte au défi énergétique, qui comporte le développement d'énergies dites alternatives comme les agro-carburants. Le même défi alimentaire se trouve en tension avec l'urbanisation croissante et à la volonté de développer des infrastructures pour les bâtiments, les transports, l'électrification...car l'un comme l'autre défi reposent sur l'accès à des terres et des ressources (eau, forêts, sous-sols..).

Dans la poursuite de l'objectif prioritaire qu'ils se sont fixés, les acteurs rivalisent de méthodes pour s'appropriier les terres. Ainsi, une firme, un fonds souverain, un État achète, loue ou même exproprie des terres soit disant non cultivées ou n'appartenant à personne et y installe une agro-industrie qui spolie les paysans, ou à la limite les embauche comme salariés agricoles, et y cultive une culture vivrière pour son pays d'origine ou des agro-carburants pour le marché mondial. Outre une atteinte à la souveraineté alimentaire et les dégradations environnementales que cela peut porter, les conflits d'intérêt qui accompagnent cette pratique instaurent un rapport de force inégal entre investisseurs, gouvernements et communautés locales affectées.

Chloé Tankam (ACEAC) et Fernand Koko (CCFD -Terre Solidaire) seront les modérateurs de cette table ronde.

